



390631

390637

Mag. St. D.

1



1394

U.S.J

~~272.~~ 273.



390631
390637

Mag. St. Dr. I

1682

1/

2/

3/

4/

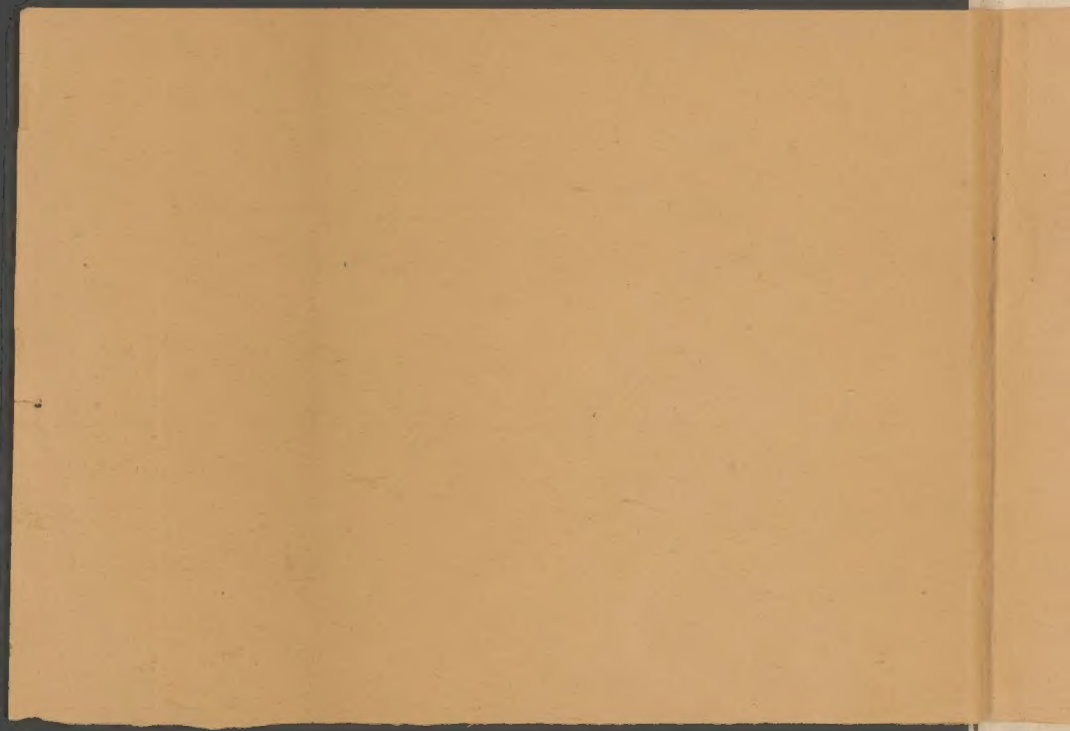
5/

6/

7/

MISCELLANEA.

- 1/ Tomaszewski Dyżma Boncza, Nad Konstytucją i rewolucją dnia 3. maja roku 1791 UWAGI!-Str. 64.-
- 2/ Uwagi względem gwarancyi./B.m.dr.i r./-S. 15.-
- 3/ Bułhakow Jakub, Deklaracya./B.m.dr.i r./-S. 16.-
E^{XIII} Str. 445.-
- 4/ USTAWA Rządowa. Prawo uchwalone dnia 3. Maia roku 1791.-Warszawa, w drukarni M. Gröllla.-S. 32.-
- 5/ Réflexions nationales,/B.m.dr.i r./-Str. 30.-
- 6/ Thomas/?/. Eloge de Maurice Comte de Saxe. Discours qui a remporté le prix de l'Académie Française en 1759.-Paris 1763.-Str. 48.-
- 7/ Rzewuski Wacław, Wiersz na siedem psalmów pokutnych.-Warszawa 1773, u Michała Gröllla,-
K nłb. 4. Str. 41.-





26659₁

T

I

v

K



RÉFLEXIONS

de M. le d'Alexandre de Soubert

NATIONALES.

DEPUIS que la Nation s'agite sur la question de l'autorité, j'ai recherché la cause d'une effervescence aussi éloignée de nos principes que de notre caractère, & il me semble qu'il est bien difficile de la déterminer. Que nous importe, en effet, l'existence d'un Corps de Magistrats, dont la cessation du service a été une trahison réfléchie faite à l'ordre public, & un acte d'hostilité contre la Nation même. Lorsque les esprits seront refroidis, lorsque nous lirons, sans prévention, cette partie de notre Histoire, il est probable que nous serons surpris, & peut-être honteux, des mouvemens auxquels nous nous sommes abandonnés.

On a peut être trop écrit sur la question qui a produit ce schisme politique. La fermentation s'est accrue par le choc des opinions. L'autorité s'est justifiée : elle a cru devoir cette espèce d'hommage à la raison publique ; mais elle a paru oublier qu'on ne subjugué point l'amour-propre, ce tyran de la raison même.

Il est démontré que les Parlemens avoient un intérêt particulier à éterniser leur résistance : remis à leur place par l'Édit de Décembre, pouvoient-ils envisager, sans désespoir, le prétendu rempart de la Liberté nationale frappé de la foudre, le sceptre de la Magistrature brisé du même coup, sa haine trompée, & son orgueil humilié ? Aveuglés par de longs succès, ils avoient accoutumé les Peuples à une idée vague de protection, qui ajoutoit de l'éclat & du poids à leur existence ; & on se détache, avec peine, des avantages qu'on recueille d'une erreur qui honore & qui n'oblige à rien. Mais cette erreur n'étoit pas générale ; l'ordre le plus éclairé

des Citoyens étoit dans le secret de cette fausse vanité : on sçavoit que les Parlemens tonnoient dans leurs Remontrances, contre le projet d'un impôt, mais qu'ils se concilioient toujours paisiblement avec sa perception. Ainsi, au milieu des premières convulsions excitées par l'Edit, on distinguoit encore les prétentions de la Magistrature & les intérêts de la Nation.

Quel charme funeste, ou quel dérèglement de raison a donc confondu ces deux objets ? Comment a-t-on pu s'obstiner sérieusement à craindre des barbaries & des atrocités dignes des jours affreux des Nérons & des Caligulas ? Comment a-t-on pu se représenter, de bonne foi, le bras du *Despotisme* étendu sur toute la France, & portant dans tous les Ordres de l'Etat le ravage & l'opprobre ? Qui l'a cru ? qui l'a pu croire ?

Ce qui n'a jamais pu être une vérité dans l'esprit, est devenu un mouvement de l'orgueil, une opiniâtreté de l'amour-propre, un travers d'un certain point.

d'honneur, qu'il est impossible de définir. On ne croit point à l'indépendance des Parlemens, & on s'irrite des précautions de l'autorité qui les enchaînent; on blâme ce jeu cruel de la Magistrature, qui dépose ou reprend à son gré la balance de la Justice, & on s'indigne des barrières que le Gouvernement élève contre cet abus criminel; on condamne les effets de l'indocilité, & on se révolte contre ceux du pouvoir : tel est, en un mot, l'étrange situation des esprits, qu'on ne sçait ni ce qu'on croit, ni ce qu'on veut.

Qu'on demande aux Princes qui protestent, aux Pairs qui s'opposent, à la Noblesse qui murmure, s'ils admettent deux pouvoirs indépendans dans la constitution de la Monarchie Françoise; si depuis que cette Monarchie a pris une forme & une consistance arrêtée, la Législation proprement dite a jamais été soumise au concours des Etats Généraux; si dans l'enregistrement des Edits que les Parlemens ont combattus, ils n'ont pas toujours été for-

cés de plier sous la volonté persistante de nos Rois : que répondra la Noblesse ? que répondront les Princes & les Pairs ?

Il ne s'agit point ici de noyer la question dans les discussions historiques des premiers siècles, les faits parlent (1). Sous la première Race, s'il faut déclarer la guerre, faire la paix, établir ou supprimer des impôts (2), ce n'est point le Peuple, ce ne sont point les Grands qui en décident ; tantôt on les consulte, tantôt les Rois se déterminent sans leur aveu. Sous la seconde Race, ou plutôt sous le règne violent

(1) C'est à la prière de Clotilde, que les Rois ses petits-fils portent la guerre en Bourgogne. La Nation n'étoit point intéressée dans cette entreprise, & elle fut exécutée sans son consentement.

Théodebert porte la guerre en Italie, contre le vœu de la Nation.

Childebert & Clotaire la déclarent au Roi d'Espagne de leur propre autorité.

(2) L'imposition sur les biens Ecclésiastiques mise & révoquée par Clotaire.

L'exemption que Névard obtint du Roi Childebert pour l'Eglise de Reims, la décharge que Théodebert accorda aux Eglises d'Auvergne, prouve que le droit des impôts appartenoit exclusivement au Souverain.

En 579 Chilperic, de sa propre autorité, en établit d'excessifs. *Descriptiones novas & graves in omni regno fieri jussit*. Greg. Tur. L. 2. Ch. 25.

des Maires du Palais, les Peuples sont tout à la fois opprimés & soumis; nulle révolte, nul effort en faveur de cette liberté, dont le nom est aujourd'hui si cher & si séditieux : or, peut-on croire qu'une Nation si tolérante avoit le sentiment d'une autorité supérieure à celle de son Roi ? Ou il faut anéantir tous les monumens, & renverser toutes les idées, ou il faut avouer qu'il n'exista jamais en France un Corps de Citoyens qui ait eu le droit de juger ses Maîtres ou de leur résister.

Ce principe reconnu, je dis aux partisans de l'opposition : Quel peut être le motif ou l'objet de vos réclamations ? Si vous croyez qu'en France le Roi seul est Roi, comment pouvez-vous croire en même-temps qu'il viole les Loix fondamentales, en voulant être ce qu'il est ?

Si vous croyez que l'autorité est une & indivisible, si l'institution des Parlemens est récente, si le titre de cette institution même démontre leur dépendance, comment pouvez-vous croire qu'ils sont es-

sentiels à la Nation , & indestructibles ?

Si vous croyez que le Trône François, couvert de la même gloire sous Charlemagne & sous Louis XIV, n'offre cependant ni les mêmes Coutumes, ni les mêmes Loix ; si dans l'intervalle de ces deux brillantes époques, les Formes nationales ont manifestement varié ; si Philippe-le-Bel a fixé la Magistrature errante ; si l'inattention & la foiblesse de Charles VI l'ont rendue perpétuelle ; si l'indiscrette confiance d'un de ses successeurs, en généralisant un Edit que la politique devoit limiter, l'a déclarée inamovible : comment pouvez-vous croire en même-temps, (qu'excepté d'être jugé par plusieurs,) il existe des formes constitutives, inaltérables ; que la même autorité qui a tout établi depuis la troisième Race, ne peut pas tout proscrire ou tout modifier, suivant les circonstances , & que la sagesse de Louis XV n'a pas le droit de corriger l'imprudence de Louis XI.

Enfin, si vous ne pouvez vous persuader,

de bonne foi, que le Gouvernement François ait jamais été un Gouvernement mixte; si vous croyez que depuis Hugues-Capet, la Nation n'a connu, pendant près de trois siècles, ni privilèges, ni liberté (1); que le Trône, alors sans gloire & sans pouvoir, furnageoit à peine au milieu de l'abîme féodal: comment pouvez-vous croire en même-temps que cette même Nation a toujours eu des Constitutions politiques inviolables; que pendant ce long obscurcissement elle a été représentée par les Despotes qui l'opprimoient; que le fil de ces Constitutions s'est conservé dans les Parlemens, qui représentent à leur tour ces mêmes Despotes (2), & que nos Rois n'ont humilié les grands Vassaux, que pour autoriser aujourd'hui la licence du Corps prétendu national, que vous supposez leur avoir succédé? Quel assemblage monstrueux de paradoxes & de contradictions!

(1) Il suffit d'ouvrir l'Histoire, pour se convaincre qu'alors tout étoit serf, & que le Gouvernement étoit en proie à douze Souverains.

(2) Voilà ce que la Protestation des Princes suppose, & ce qu'il est impossible d'établir.

Vous ne sçavez donc, en effet, ce que vous croyez ? A chaque pas que vous faites, votre systême vous échappe, & tombe par pièces. D'un côté, un pouvoir de résistance, & de l'autre un trône absolu par le fait ; des Rois indépendans, & des Magistrats législateurs ; une Autorité nationale, & une Souveraineté indivisible ; des vérifications toujours libres, & des enregistremens souvent forcés ; en un mot, le régime d'une République, & toute l'action d'une Monarchie pure ; voilà ce que vous prétendez concilier : la droiture & la bonne foi peuvent-elles se soutenir au milieu de ce cahos d'idées qui se heurtent & se détruisent ?

Vous ne combattez donc pas pour une vérité sentie & démontrée ? Les faits, les exemples, les usages, l'économie générale du Royaume, tout y résiste ; or doit-on se permettre de répandre & d'accréditer un doute qui trouble tout un Empire ? Prenez garde : ce n'est point ici le cas de la liberté d'opinion. Dans cette circonstance, l'esprit de systême doit se taire devant la pos-

session & l'usage , parcequ'une erreur de prévention en ce genre seroit un crime contre l'humanité. Il est affreux de prévoir que le sang du Citoyen peut couler pour un problème politique ; si on n'en frémit pas , la Nation doit trembler , ou a déjà mérité d'en être l'horreur. L'Autorité soutient qu'elle n'usurpe rien (a) ; elle le prouve ; la moitié de la France le croit ; les plus foibles Ecrits sont triomphans sur cette matière : de quel droit entreprenez-vous de prévaloir contre un sentiment établi , & qui assure du moins à un grand Peuple la paix & la tranquillité ? Vous craignez les vexations des Ministres ; mais pourquoi craignez-vous aujourd'hui ce qu'on n'a pas craint pendant le cours de dix siècles ? Vous avez eu des Rois absolus , leur droit a-t-il jamais été contesté ? François I , Charles IX , Henri IV , Louis XIII , Louis XIV , dans l'exercice d'une autorité qui préve-

(a) Le Peuple, dit Grotius, est censé déroger aux conventions faites avec le Souverain, lorsqu'au défaut de Loix, la coutume a établi une pratique opposée.

noit ou qui forçoit toutes les résistances ,
ont-ils excité les mêmes brigues , les mêmes
conspirations , les mêmes terreurs ? L'abus
d'un pouvoir légitime doit-il être présumé ?
Enfin , la crainte d'un abus incertain peut-
elle justifier une désobéissance déclarée ?
Vous ne le croyez pas ? encore une fois ,
que croyez-vous donc , & que prétendez-
vous ?

Ne dissimulons plus rien : il y a long-
temps que la cause des Cours Souveraines
est abandonnée ; on a senti le ridicule de
cette querelle. La foule peut tenir encore ,
par ignorance ou par habitude , au simu-
lacre imposant des Parlemens ; mais l'op-
position a des Protecteurs cachés , dont
les vues sont plus fortes & plus profondes.
La raison , au milieu de nous , a ses élus ,
qu'elle a marqués de son sceau , & qu'elle
a chargés exclusivement de fonder &
d'étendre son empire ; c'est à ce Tribunal ,
dont ils sont en même-temps les Ministres
& les vengeurs , qu'ils citent les Rois : usa-
ges , coutumes , possession , tout disparoît ,

tout s'anéantit devant ces sages. Ils ne réprouvent pas l'Edit de Décembre, parce que cet Edit viole des loix, qui en effet n'existent pas, mais parcequ'il est la volonté *d'un seul*, & que la volonté coactive *d'un seul* avilit essentiellement un Peuple *pensant*. Voilà la grande vérité que la Philosophie a fait éclore de nos jours.

Foibles & crédules ! nous rappellions avec complaisance ces temps de force & de prospérité où la Nation sçavoit obéir sous des Rois qui sçavoient commander : nous honorions la mémoire de Louis IX, aussi jaloux de son pouvoir que de notre liberté ; Prince juste, & qui crut l'être en combattant pour se rendre indépendant : nous frémissions au souvenir des fureurs de la Ligue & des emportemens de la Fronde. Reconnoissons notre erreur : les beaux jours de la Monarchie n'ont été que des jours de foiblesse & de honte ; les Victoires & les Ordonnances de S. Louis ne nous ont donné que des fers ; l'immortel Henri IV, le Père de son Peuple, outra-

geoit ce même Peuple , lorsqu'il disoit : *Jesuis Roi maintenant, je parle en Roi ; je veux être obéi.* Toutes les entreprises, tous les crimes du seizième siècle ne sont que les mouvemens généreux d'une Nation libre , dont le sentiment devoit les lumières de notre âge ; enfin , ce concert de tous les Ordres de l'Etat sous la main souveraine de Louis XIV , cette tranquillité publique, cette gloire extérieure, ce commerce agrandi, ces Monumens élevés , ces Arts protégés par la volonté d'un seul, ne sont que des titres d'avilissement & d'opprobre.

Il est bien difficile de se prêter à ces idées. Voilà cependant où nous pousse cette fièvre philosophique, qui se mêle sourdement au fanatisme Parlementaire : il faut donc tout changer, réformer toutes les opinions, proscrire toutes les maximes, contredire tous les usages ; en un mot, donner une forme & une impulsion nouvelle à tout le Corps politique. Si la volonté de nos Rois n'est plus la volonté

Suprême ; si l'obéissance devient conditionnelle , & que la condition dépende toujours uniquement de ceux qui obéissent , la révolution est complète.

Or, est-ce-là le vœu de la Nation ? Est-ce-là l'objet des Princes qui protestent, des Grands qui s'opposent, de cette foule de raisonneurs qui s'agitent ? Si cette subversion ne les effraie pas, le vœu général est donc pour la guerre civile, & toutes les horreurs qu'elle entraîne ? Pense-t-on, en effet, que l'autorité fatiguée détruise enfin son propre ouvrage, & que Louis XV se déshonore aux yeux de l'Europe, par une inconstance également indigne de son courage & de sa sagesse ? Espère-t-on qu'à la voix de ces nouveaux Précepteurs du monde, il descende de son Trône, & laisse tomber aux pieds des Etats Généraux le Sceptre de ses Aïeux ?

Le Socrate du Nord, ce Roi que les Philosophes révèrent, & qui les honore, reculeroit-il devant les barrières que l'orgueil de la raison oseroit élever contre son pouvoir ?

pouvoir ? De quel œil verroit-il la Protestation des Princes de son Sang, l'opposition de ses Favoris, le soulèvement des Tribunaux de son Royaume ? Sacrifieroit-il aux prétendus droits de son Peuple, les prérogatives de la Couronne qu'il a reçue de ses Pères ? Non, sans doute. Cependant c'est ce même Roi, dont le flambeau philosophique éclaire tous les pas, supérieur à la vanité de son rang, qui sçait estimer les hommes, & dont les lumières jettent encore plus d'éclat que les Victoires. Ce Roi est absolu : comment nos sages Modernes osent-ils célébrer un Monarque qui dégrade, à leurs yeux, une portion respectable de l'humanité ? Ce qui est erreur en France est donc sagesse pour une autre partie de l'Europe ? Que doit-on penser d'une philosophie si souple & si flexible ? ... Lorsqu'on se sent appelé au grand ministère de la vérité, il faut la dire au monde entier ; il faut la répandre avec tout l'éclat de son tonnerre ; & si on se permet de flat-

ter un Prince despote , on perd le droit de raisonner contre un Prince absolu.

Raisonnons cependant , puisque nous nous défendons ici de décrier les intentions , & de suspecter les motifs ; mais raisonnons, s'il est possible , dans le silence des préjugés , & suspendons du moins tous les mouvemens de secte & de parti. L'autorité dominante d'un seul constitue-t-elle le despotisme ? Etablir ou défendre cette autorité, est-ce avilir & deshonnorer la Nation ? Voilà , si je ne me trompe , la question présentée sous le point de vue le plus favorable aux partisans de l'opposition.

Le Despotisme , proprement dit , est cette autorité violente qui tonne & ne délibère jamais , qui se précipite & que rien n'arrête , dont le caprice est la règle , & fut-tout dont l'intérêt personnel est l'unique principe & l'unique fin.

Le Despote n'agit que pour lui : il n'est pas la personne de l'Etat , mais il est tout

l'Etat : tout ce que renferme l'Etat est en sa puissance ; les biens sont dans sa main, les hommes sont sous ses pieds : enfin, il dispose de tout arbitrairement, non comme un *Monarque pour l'Etat*, mais comme un *Tyran pour lui seul*.

Or, l'autorité souveraine de nos Rois a-t-elle ces caractères ? Elle parle, mais après avoir consulté ; elle marche, mais sans secousses & sans emportement, avec toute la maturité de la réflexion, & toute la dignité de la justice ; elle marche, mais par des routes connues, sur lesquelles le peuple entier a toujours les yeux ouverts. La Loi ne se forme jamais dans l'ombre & dans le silence, elle ne porte point à la Nation des coups imprévus : c'est la volonté d'un *seul*, éclairée par l'expérience & la sagesse de *plusieurs*. Ainsi, jusques dans le foyer de l'autorité même, jusqu'au pied de ce Trône qu'on peint si formidable, chaque Citoyen est défendu par ses Pairs, par des hommes libres, que les lumières & les talens ont

approchés du dépôt sacré du pouvoir. C'est la volonté d'un *seul* qu'on exprime, mais c'est l'intérêt de *tous* qu'on discute, & sur lequel on prononce.

Confondre cette espèce d'autorité avec l'orgueil & l'insolence du Despotisme, n'est-ce pas le comble de l'aveuglement ou de la mauvaise foi ? Je vois dans la *législation* un Roi qui consulte, un Conseil qui délibère, un Sénat qui remontre & qu'on écoute ; dans *l'administration*, je vois ce même Conseil, centre de toute l'activité, porter ses regards vigilans jusqu'aux extrémités de la chaîne politique, mesurer la force coactive aux circonstances, changer, interpréter, modifier les instructions des *Commissaires départis*, relativement aux besoins ; je vois des Commandans de Province faits pour représenter la Majesté en la tempérant, pour marcher entre des ordres & des privilèges en les conciliant, dont le plus grand intérêt est de rendre l'impression de l'autorité douce & persuasive. Voilà

tout le système du gouvernement François : & vous voulez que j'assimile ce gouvernement modéré, à l'atrocité du despotisme Oriental ! C'est comparer un Fleuve tranquille qui coule dans un lit déterminé , en enrichissant ses bords , à la fureur d'un Torrent qui inonde & ~~in~~ ravage.

La difficulté des tems , la malignité des circonstances, les méprises presque inévitables dans une machine aussi compliquée que celle d'une grande administration ; enfin, la licence & l'audace de quelques favoris puissans peuvent nuire sans doute au bonheur général , mais il n'est pas moins vrai que le bonheur général est essentiellement le vœu de toute autorité Monarchique : pourquoi ? parcequ'elle se détruit elle-même, si elle opprime. Je dis plus, si tout un peuple pouvoit être heureux, si cette intéressante chimère pouvoit être réalisée, elle le feroit sous l'empire d'un *seul* ; parceque les petites passions ont moins de prise sur l'ame

d'un Roi qui commande, que sur celle des particuliers qui gouvernent ; parce que sous un Roi , il y a plus d'uniformité , plus de liaison , plus de suite dans les maximes & dans les vues ; parcequ'en conservant l'Etat dans toute sa force , il augmente la sienne & assure tout à la fois la grandeur de sa postérité.

Ce n'est donc pas la volonté d'un seul qui constitue le Despotisme , c'est l'usage qu'on en fait , ce sont les tristes effets de cette volonté dont les Ministres abusent quelquefois : eh ! quelle est la forme de Gouvernement qui soit affranchie de ce genre de corruption ? L'Aristocratie n'est-elle pas presque toujours le Despotisme des Grands ? Le Régime Démocratique ne peut-il pas se changer en tyrannie populaire ? Rome , avec des mœurs & des vertus , c'est-à-dire , avec tout ce que nous n'avons pas , conserva-t-elle ce précieux équilibre que l'esprit de système peut calculer , mais qu'un grand Empire ne réalisera jamais ?

Inconvéniens par-tout. Changeons d'opinion & de Loix , nous ne ferons que changer de chaînes. Par-tout , l'autorité débordera quelquefois ; par-tout , la liberté sera blessée , parceque dans toute espèce de Gouvernement , il faut nécessairement établir un pouvoir qui réprime ; or , tout pouvoir qui réprime , est essentiellement jaloux ou entreprenant.

Si vous admettez, comme en Angleterre, deux pouvoirs qui s'observent & luttent l'un contre l'autre, n'espérez ni concert ni harmonie , par conséquent point de paix , point de tranquillité générale. Tout l'Etat sera dans un continuel effort , toute la masse de la Nation sera perpétuellement agitée : quelques Sages obscurs , loin des flots populaires, vivront peut-être paisibles & indépendans ; mais toute la Région politique sera couverte de nuages , & battue par la tempête ; le Despotisme , balancé entre le Trône & la Nation , se traînera sans cesse de l'un à l'autre , & vous offrira tour-à-tour , au milieu des orages qu'il re-

produira ; ou le Trône avili , ou la Nation asservie.

Voilà ce que les faits prouvent encore mieux que le raisonnement. L'opposition de quelques Mécontents , l'humeur de nos Philosophes , & surtout la Protestation de nos Princes , a donc plus d'éclat que de justesse & de solidité. On s'élève , dans cet Acte célèbre , contre les dangers imaginaires d'une volonté Despotique. Me fera-t-il permis d'inviter les Princes à se replier sur eux-mêmes ? Lorsqu'on se dévoue à dire la vérité , il faut à son tour savoir l'entendre. Quelle étrange autorité n'exerce-t-on pas en leur nom ? Le Despotisme féodal ne s'est-t-il pas retranché , pour ainsi dire , dans les vastes Domaines soumis à leur pouvoir ? L'Edit de Décembre pris dans le sens qu'il présente , peut-il être aussi funeste aux propriétés Nationales , que toutes ces Loix qui servent de rempart à leurs immunités particulières ? Toutes les chaînes qui pèsent sur tous les Ordres de l'Etat , se relâchent pour eux ; toutes les exemptions ,

toutes les graces dont ils jouissent , retom-
 bent en charge sur le simple Citoyen : il est
 dangereux de dénoncer à un Peuple , que
 l'Autorité légitime attente à ses Droits , par-
 ceque c'est avertir ce même Peuple qu'il
 peut attenter à des privilèges qui sont
 toujours une violation du Droit commun :
 Que le cri de cette liberté dont ils donnent
 l'exemple , monte jusqu'à eux ; qu'on pro-
 teste au greffe de leur Jurisdiction , contre
 les prérogatives de leur rang & de leur
 naissance ; qu'on leur dise que le François
 est libre , que le droit de ravager le champ
 du Pauvre est un droit inhumain , plus des-
 tructif que tous les Edits des Loix fon-
 damentales de la Nation , qu'il est injuste
 que l'amusement d'un seul soit le tourment
 & le malheur de plusieurs ; que répondront
 les Princes à cette observation ? Quel titre
 invoqueront-ils pour affermir des privilè-
 ges qui ne tiennent qu'à ceux du Trône ;
 & au tendre respect que nous observons
 pour le sang de nos Maîtres ? Lorsqu'on

demande justice au nom de la Nation , il faut commencer par la lui faire.

Mais non : leur grandeur nous est aussi chère que leur existence, & nous ne prétendons point réclamer contre leur pouvoir & leurs honneurs : qu'il nous soit permis seulement d'observer que le Despotisme est un mot odieux, qui effarouche l'ignorance, & consterne la crédulité, & que des Princes du Sang ne peuvent, sans se compromettre, en accuser le Trône dont ils empruntent tous les avantages qui les distinguent. Plus ils voient de près l'autorité, plus ils sont à portée de se convaincre que le Sceptre, soutenu par la main *d'un seul*, reçoit en effet de la délibération de *plusieurs* son mouvement & sa direction, & qu'une législation toute de discussion & de conseil, ne ressemble point à cette domination aveugle & superbe qui fait des esclaves & des victimes.

On reproche aux Partisans de cette sage constitution de perpétuer, en la défen-

dant ; l'opprobre national : est-il donc plus honorable de dépendre d'une multitude inconsiderée , que des lumières de quelques Citoyens mûris par l'application & formés par l'expérience ? Un Plébiscite , un Bill, travaillé dans la chaleur des factions, est-il donc plus auguste qu'un Edit combiné par la prévoyance & la réflexion ? Non , répondez-vous ; mais ce petit nombre de Citoyens bien intentionnés peut être emporté par un Ministre entreprenant ; l'ambition , l'intrigue , la cupidité, tous ces monstres que la Cour enfante au milieu de ses plaisirs, dévoreront la substance des Peuples , & insultent à leurs larmes : quoi de plus intolérable & de plus humiliant !

Je l'avoue , & voilà la véritable cause de tous nos troubles : mais cet abus déplorable ignoré du meilleur des Maîtres , est-il une raison pour tout perdre , sous le prétexte de tout réformer ? Où courons-nous ? Par quels degrés , ou plutôt , par quelles horreurs la Nation s'élèvera-t-elle

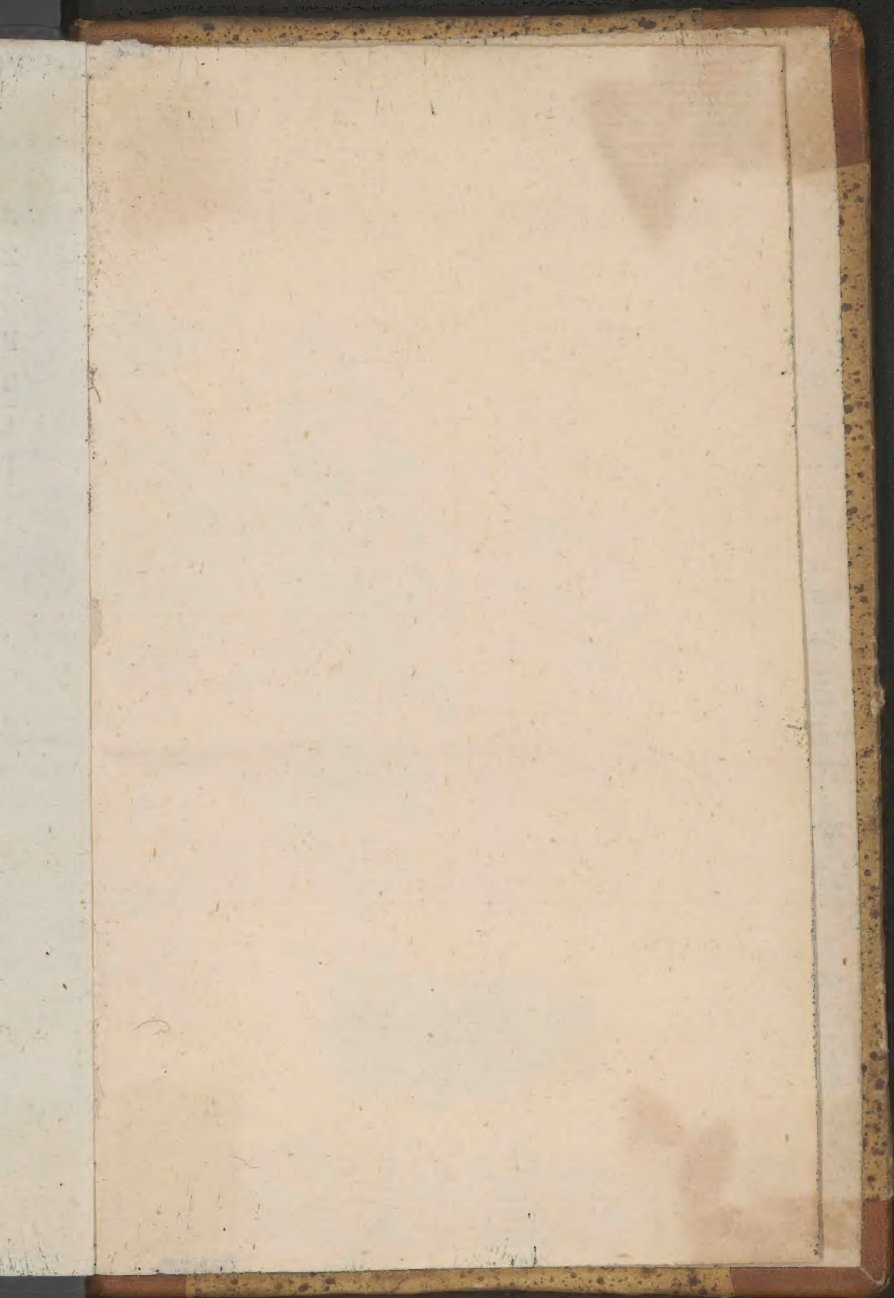
à cette prétendue réforme ? Jugeons-en par les premiers effets de l'indocilité. . . . Tout languit , le sommeil de l'Anarchie règne dans tous les Temples de la Justice ; les Citoyens divisés se craignent & s'observent ; ils n'ont point les mêmes vœux ; ils n'auront bientôt plus le même nom. . . . Cette réflexion seule suffiroit pour désarmer tous les Défenseurs de l'opposition. Non , nous ne sommes en effet ni factieux , ni indépendans : nous aimons nos Rois , nous les respectons ; mais nous sommes malheureux , & le sentiment du malheur corrompt notre jugement & nous égare. On ne dispute si opiniâtrément sur l'autorité , que parce qu'on croit qu'il est plus sûr de la borner que de s'en plaindre. Les mauvais Ministres ont laissé après eux des plaies si profondes , qu'on se révolte même contre le bien que les bons pourroient faire aujourd'hui ; on n'attend plus rien , on n'ose plus rien espérer : les cœurs sont fermés , parceque les esprits sont aigris ; mais un seul mouvement de bonté échappé du

Trône , réveillera l'espoir & l'amour dans tous ces cœurs défolés : nous nous précipiterons tous au pied de ce Trône dont les droits n'ont jamais été séparés des véritables intérêts de la Nation ; nous dirons au Roi :

SIRE , nous ne protestons point avec les Princes de votre Sang, contre vos volontés souveraines ; nous ne contestons point avec les Ministres de votre Justice, la plénitude de votre puissance ; nos biens , nos possessions , notre vie , tout est à vous ; nos cœurs vous en renouvellent l'hommage : mais , SIRE, vous êtes le Père aussi-bien que le Roi de ce Peuple généreux, son bonheur est nécessaire au vôtre ; ses inquiétudes, ses craintes & ses larmes ont déchiré votre cœur sensible & compatissant ; vous seul pouvez en tarir la source , & nous arracher à la langueur & au découragement. Que le règne de la bonté soit aussi le règne de l'économie , & qu'une sage administration continue à

réparer les désordres qu'ont produit les malheurs de la guerre , & les vaines prodigalités d'un Ministre qui a trompé votre bienfaisance par l'excès même de vos bienfaits. Nous ferons alors le Peuple le plus soumis , parceque nous ferons le plus heureux ; & notre reconnoissance vengera cette Autorité dont le maintien assure notre repos , & dont l'exercice fera notre bonheur & votre gloire.







Biblioteka Jagiellońska



stdr0025575

